



Chers amis,

Salutations depuis le bureau du **Tricontinental: Institut de Recherche Sociale**.

Un coup d'oeil à la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies de 1948 est instructif. L'article 25 dit que "toute personne" a le droit à "un niveau de vie suffisant", ce qui inclut "l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires" ainsi que le "droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté". En d'autres termes, les êtres humains doivent traiter les autres êtres humains de manière humaine.

Prenons l'exemple du logement. En 2005, les Nations Unies ont estimé que, autour du monde, 100 millions de gens étaient sans domicile fixe. Au fil des ans, l'ONU et d'autres organismes ont affirmé que près de deux milliards de personnes n'ont pas de logement adéquat. Pourquoi les gens ont-ils si peu d'accès au logement ? Parce que notre système social décrète que si vous n'avez pas l'argent pour vous abriter, alors vous méritez de souffrir de votre propre vulnérabilité. L'argent et la propriété sont les obstacles au droit au logement - et non le manque d'espace ou le manque de compassion.

À Solapur (Maharashtra), le syndicat de gauche - le Centre des syndicats indiens (CITU) - a dirigé le projet de créer des logements pour les travailleurs de *beedi* (cigarettes). Les pressions exercées par les travailleurs par l'intermédiaire de leur syndicat ont forcé les gouvernements à différents niveaux à répondre à leurs besoins en matière de logement. Les travailleurs ont agi ensemble pour créer des coopératives et construire 15 000 maisons depuis 2001. Au cours des quatre prochaines années, 30 000 maisons supplémentaires seront construites. En juin, ce projet de logement a remporté le prix Transformative Cities 2018 de l'Institut transnational. Le *Dossier #6* du **Tricontinental: Institut de Recherche Sociale** est un regard attentif sur l'initiative de logement des travailleurs à Solapur. Vous pouvez le lire ici. Veuillez le lire et le partager.

Voici un exemple de politique humaine menée par les travailleurs. Un autre exemple se trouve plus au sud de Solapur, dans l'État du Kerala (Inde). Le Kerala (35 millions d'habitants) a une longue histoire de politique progressiste. L'État est actuellement gouverné par le Front démocratique de gauche, qui s'est construit sur la riche histoire des coopératives et des initiatives populaires pour mener un programme humain et progressiste. Un exemple est la Uralungal Labour Contract Cooperative Society, créée il y a quatre-vingt-

dix ans, qui continue de prospérer (vous pouvez en lire plus à ce sujet dans un livre de LeftWord co-écrit par le ministre des Finances du Kerala, T. M. Thomas Isaac - passé en revue dans le présent numéro de Frontline par C. T. Kurien). L'actuel gouvernement de gauche au Kerala a poussé plus loin cette dynamique progressiste. Elle a encouragé la création d'une société coopérative pour et de la communauté transgenre dans l'État. L'objectif de la société coopérative transgenre est à la fois d'assurer la stabilité financière des membres de la communauté, mais aussi de s'attaquer à la transphobie dans la société. Sur *Newslick*, Shilpa Shaji a écrit un article très utile sur ces développements pour l'égalité des sexes.

Tant que nous sommes au Kerala, il est important de garder à l'esprit que les politiques progressistes ne sont pas unanimement saluées. Depuis le bureau de Delhi du **Tricontinental : Institut de Recherche Sociale**, Subin Dennis écrit dans *Newslick* sur le meurtre d'Abhimanyu, un dirigeant de la Fédération des étudiants de l'Inde. L'attaque contre les militants de la gauche indienne au Kerala, mais aussi à Tripura et au Bengale occidental, a été inflexible. Là où la gauche est forte, la violence a été particulièrement horrible. Quelques jours avant qu'Abhimanyu soit tué au Kerala, Tapas Sutradhar - un dirigeant communiste à Tripura - a été assassiné à Panisagar. Abhimanyu et Tapas Sutradhar voulaient produire un monde où chacun a droit à la vie ; leur vie leur a été enlevée.



Newly elected Mexico's President Andres Manuel Lopez Obrador, running for « Juntos haremos historia » party, waves to his supporters after winning general elections, in Mexico City, on July 1, 2018.

Anti-establishment leftist Andres Manuel Lopez Obrador won Mexico's presidential election Sunday by a large margin, according to exit polls, in a landmark break with the parties that have governed for nearly a century. / AFP PHOTO / ALFREDO ESTRELLA

Il est juste de dire que le Mexique n'a pas eu de président socialiste depuis Lázaro Cárdenas (1934-1940). Cárdenas ne s'est pas qualifié de socialiste, bien que Léon Trotsky ait dit que son gouvernement était « sans aucun doute le gouvernement le plus courageux et le plus honnête de l'époque ». Maintenant, avec l'élection d'Andrés Manuel López Obrador, le Mexique a une fois de plus un socialiste dans la tradition de la Révolution mexicaine de 1911 dans les bureaux présidentiels de Los Pinos. Il ne fait aucun doute que López Obrador (connu sous le nom d'AMLO) est un homme de gauche, une personne absorbée par la nécessité de faire entrer les gens dans la politique et de mobiliser les gens pour faire

pression sur l'État. Mais de quelle marge de manœuvre AMLO aura-t-il pour poursuivre un programme socialiste ? Que fera-t-il dans une situation défavorable alors que le Mexique traverse une crise financière prolongée et que la finance internationale barricadera certainement le pays si son gouvernement tente quelque chose de radical ? S'il avait été autorisé à gagner en 2006 - quand la fraude s'est emparée de sa victoire - le Mexique aurait évolué vers la gauche dans la période du sommet du bolivarisme. Mais ce ne fut pas le cas. Maintenant que le bolivarisme est assiégé, López Obrador prend le pouvoir. Mon [article](#) sur les élections mexicaines porte sur le contexte de ces élections mexicaines.

Que signifiera cette victoire au Mexique ? Les organisations populaires se demandent comment s'assurer qu'elles restent vigilantes face à l'attaque contre ce gouvernement et comment elles doivent pousser le gouvernement à poursuivre un projet progressiste. Marcos Tello, au *Resumen Latinoamericano*, [offre](#) une introduction sur les vues des mouvements populaires. Ce ne sera pas une situation facile. Trump pèsera fortement au Mexique, tout comme l'oligarchie mexicaine. L'«État mafieux» reste intact. Il ne coopérera avec aucun projet progressiste. Les luttes vont s'approfondir. López Obrador devra gouverner non seulement depuis le palais présidentiel, mais aussi depuis la rue.



L'importance d'être enraciné dans les mouvements de citoyens et dans les rues est quelque chose de clair au Mexique. Il est tout aussi clair pour la gauche au Japon. Les conversations avec les communistes japonais, dont le parti revendique environ dix pour cent du vote électoral, montrent clairement qu'ils ne peuvent pas faire avancer un programme sans être fermement ancrés dans diverses campagnes citoyennes, que ce soit pour protéger les espaces libres, pour lutter contre l'énergie nucléaire ou pour lutter contre l'indignité du sans-abrisme. À Kyoto, l'ancienne capitale de l'ancien Japon, j'ai appris l'histoire du mouvement communiste ici et de l'association étroite des communistes avec les luttes publiques de masse pour créer un meilleur cadre dans lequel le peuple japonais pourra construire sa vie. . Mon rapport peut être lu [ici](#). L'image ci-dessus représente la leader communiste japonaise populaire - Akiko Kurabayashi - qui est une infirmière et un membre de longue date du Parlement.





À Solapur, les travailleurs - organisés par la gauche - construisent leurs maisons. Au Japon, la gauche travaille avec des groupes de citoyens qui se battent pour construire une ville meilleure. Au Mexique, la gauche s'assurera que le nouveau gouvernement n'abandonne pas ses principes.

Pendant ce temps, au Yémen, la guerre se poursuit, avec huit millions de personnes au bord de la famine. Les armes occidentales continuent d'affluer vers les Saoudiens et les Émirats, dont la guerre semble à la fois futile et sans fin. Les migrants continuent de fuir les zones de guerre et les zones de pauvreté, la mer Méditerranée faisant encore deux cents morts cette semaine (plus d'un millier cette année). Pendant ce temps, un enquêteur honnête de l'ONU écrit une note sur la pauvreté aux États-Unis et il est réprimandé (voir mon [rapport](#) à ce sujet dans Frontline). L'image ci-dessus est une murale dessinée par l'artiste yéménite Murad Subay. Il capture, par essence, la force qui empiète sur la dignité et la liberté humaines - la pauvreté, la malédiction qui produit la guerre et la souffrance. Aucune réponse à la pauvreté ne viendra de Trump ou de Modi ou de Macri. Il faudra que cela vienne du reste d'entre nous. Il devra venir des travailleurs des jardins de thé du Bengale occidental, en bas, qui manifestent sous la pluie pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, pour une vie meilleure.



Ce bulletin est maintenant disponible dans les langues suivantes : anglais, français, malayalam, portugais, espagnol et turc.

Amicalement,

Vijay.